



INFORMATION DES PERSONNES DESTINATAIRES D'ACTIVITES DE PREVENTION, DE DIAGNOSTIC ET/OU DE SOINS

Arrêté du 30 mai 2018 | chirurgien-dentiste conventionné | dépassement d'honoraires

Votre chirurgien-dentiste est conventionné mais bénéficie d'un droit à dépassement.

Pour toute information complémentaire, nous vous invitons à consulter l'annuaire santé du site www.ameli.fr

Votre professionnel de santé détermine librement ses honoraires qui peuvent donc être supérieurs à ceux fixés par la convention le liant à la sécurité sociale. Leur montant doit cependant être déterminé avec tact et mesure.

Ils sont fixés conformément aux éléments d'appréciation prévus à l'article R. 4127-240 du Code de la santé publique, à savoir, en plus de l'importance et de la difficulté des soins, la situation matérielle du patient, la notoriété du praticien et les circonstances particulières.

La facturation de dépassements d'honoraires est par ailleurs interdite pour les bénéficiaires de la couverture maladie universelle complémentaire (CMU-C), et de l'aide au paiement d'une complémentaire santé (ACS).

	Tarifs des honoraires ou fourchettes des tarifs des honoraires pratiqués	Base de remboursement
Consultation		
Prestations de soins conservateurs, chirurgicaux et de prévention les plus pratiqués (au moins 5)		
Acte 1 Obturation 1 face	33,9	23,73
Acte 2 Obturation 1 angle	65,5	45,85
Acte 3 Obturation 2 angles	94,6	66,22
Acte 4 Obturation 2 faces	57,85	40,5
Acte 5 Obturation 3 faces	75,78	53
Traitements prothétiques et d'orthopédie dento-faciale les plus pratiqués (au moins 5)		
Acte 1 Couronne sur implant	690	107,5
Acte 2 Inlay/onlay composite	350	100
Acte 3 Inlay core céramisé	290	90
Acte 4 Couronne stratifiée	630	120
Acte 5 Inlay/onlay céramique	790	100

Votre chirurgien-dentiste doit obligatoirement vous informer avant de réaliser un acte non remboursé par la sécurité sociale. En outre, lorsque les honoraires des actes et prestations facturés atteignent 70 euros, votre chirurgien-dentiste doit vous en informer par écrit, préalablement à la réalisation de la prestation.

Seuls peuvent vous être facturés des frais correspondant à une prestation de soins rendue. Le paiement d'une prestation qui ne correspond pas directement à une prestation de soins ne peut vous être imposé.